



La dénucléarisation de la Corée du Nord : un rêve illusoire ?



© Kareem Salem

Kareem Salem

Werra

Mai 2023



Diplômé de l'université de New South Wales avec un master en relations internationales spécialité sécurité et défense, **Kareem Salem** s'intéresse aux questions stratégiques et militaires internationales contemporaines. Il suit tout particulièrement les questions géopolitiques liées à la République populaire de Chine et à la Fédération de Russie, et souhaite mettre ses compétences au service d'entreprises et d'organisations internationales.

Les propos exprimés par l'auteur n'engagent que sa responsabilité

© Tous droits réservés, Paris, Werra, Mai 2023



INTRODUCTION

Dès la fin du XIXe siècle, la péninsule coréenne, située à la pointe orientale du continent eurasiatique, suscite un vif intérêt régional après des siècles de domination chinoise. La modernisation et l'industrialisation du Japon à la suite de la restauration Meiji, initiée en 1868, voient l'émergence d'une influence croissante de l'Empire du Soleil Levant dans les enjeux régionaux et internationaux. Cette conjoncture entraîne progressivement le retrait de l'Empire chinois de Corée après la première guerre sino-japonaise de 1895, pour aboutir à l'annexion formelle de la péninsule le 29 août 1910 par le Japon.

Au terme de trente-cinq ans d'occupation, l'opposition entre Washington et Moscou remplace la domination japonaise et ce, préalablement à la capitulation de l'Empire nippon le 2 septembre 1945. Dès août 1945, l'administration Truman impose aux troupes japonaises présentes dans la partie nord de la péninsule coréenne de remettre leurs armes aux forces soviétiques, et celles de la partie sud aux forces américaines. S'il s'agissait initialement d'une mesure temporaire destinée à faciliter la démilitarisation des Japonais vaincus, l'incapacité des États-Unis et de l'Union soviétique à se mettre d'accord sur des élections générales supervisées par l'ONU conduit progressivement à enraciner la division des deux Corées, Kim Il-sung s'appuyant sur l'Union soviétique au Nord et Syngman Rhee à la tête du Sud avec le soutien des Américains.

La pression exercée par l'ONU pour que les deux puissances victorieuses de la Seconde Guerre mondiale retirent leur présence de la péninsule accentue la fragilité sécuritaire. À la fin de l'année 1948, le retrait soviétique laisse une armée nord-coréenne de 120 000 hommes entièrement équipée. Les forces américaines n'achèvent leur départ qu'en juin 1949, laissant une armée sud-coréenne de 110 000 hommes, très faiblement armée. Cette dynamique pousse Kim Il-sung à envahir la République de Corée le 25 juin 1950, à la suite du refus des autorités sud-coréennes d'organiser des élections générales sans le contrôle des Nations unies.

L'offensive nord-coréenne se transforme ensuite en une guerre internationale. Les troupes américaines, sous l'égide des Nations Unies, arrivent sur le front et réussissent à repousser les troupes du Nord derrière le 38e parallèle, la frontière établie après la capitulation du Japon en 1945 par les Américains et les Soviétiques. Cette dynamique marque l'arrivée sur



le terrain la République populaire de Chine (RPC), soucieuse de voir émerger un État pro-occidental au sud du fleuve Yalu. À noter que cette guerre reste à ce jour le seul conflit direct entre Pékin et Washington. Elle avait failli devenir nucléaire lorsque le général Douglas MacArthur avait proposé l'idée de larguer des bombes atomiques le long de la frontière chinoise, y compris en Mandchourie¹. La proposition fut rapidement rejetée par le Président américain Harry Truman.

Après la mort de Joseph Staline, les nouveaux dirigeants soviétiques cessent toute demande de coopération nucléaire avec la RPC, ce qui conduit le Président chinois Mao Zedong à retirer ses troupes de la péninsule. Le 27 juillet 1953, l'armistice est signé et une ligne de démarcation militaire entre les deux Corées est tracée. Il laisse un pays en ruines, rasé par les bombardements au napalm (près de deux millions de morts, en majorité civils).

La marche vers la Bombe

Depuis la fondation de la République populaire démocratique de Corée, la politique du Parti des travailleurs a toujours été axée sur le renforcement des capacités de défense nationale. Afin de faire valoir la puissance du nouveau régime sur la scène régionale et internationale, Kim Il-Sung, surnommé « Grand Leader », fixe l'ambition de construire un programme nucléaire. La quête de la bombe atomique revêt également une visée défensive : forger une politique de dissuasion militaire pour pérenniser le régime face à la menace américaine. Le leader nord-coréen réussit un coup stratégique en 1956, celui de la signature d'un accord sur le nucléaire civil avec les Soviétiques. Ce rapprochement énergétique décide Moscou à aider Pyongyang à construire en 1959 un réacteur de recherche, situé au bord de la rivière Kuryong, à environ huit kilomètres de la ville de Yongbyon.

Rapidement, les ingénieurs nord-coréens accumulent des technologies et des ressources, notamment des techniques de retraitement du combustible, du plutonium et la construction d'installations de fabrication et de conversion de l'uranium. En 1965, le Grand Leader déclare

¹ Marcel BOISARD., « Corée: la dissuasion atomique », *Le Temps*, 7 juin 2018.



sans ambages que la Corée du Nord devrait développer des fusées et des missiles pour frapper les forces américaines à l'intérieur du Japon et utiliser des missiles à courte portée pour supprimer la puissance sud-coréenne². Depuis lors, le programme nucléaire n'a cessé de s'intensifier. Dans les années 1970 et 1980, un deuxième réacteur de 5 mégawatts fut construit près de Pyongyang. Au cours des années 1990, malgré la transition dynastique provoquée par la mort du Grand Leader, son successeur, Kim Jong-il, affirme en 1999 que la Corée du Nord possède suffisamment de plutonium pour assembler des bombes atomiques³. Parallèlement à ces travaux, le développement du programme balistique entamé en 1965 voit le régime nord-coréen réussir à mettre au point un missile intercontinental au milieu des années 1990.

Cette dynamique engendre une véritable prise de confiance amenant à une projection des capacités militaires, surtout après les attentats du 11 septembre 2001. Faisant partie de « l'axe du mal » du Président américain George W. Bush, Kim Jong-il réalise deux essais nucléaires durant son règne : le premier, le 1er octobre 2006, fut un essai « semi-raté » d'une puissance inférieure à une kilotonne⁴. Dans la foulée, un accord à six - la RPC, les deux Corées, la Fédération de Russie, le Japon et les États-Unis - fut signé en février 2007, accordant à la Corée du Nord une assistance énergétique et une normalisation des relations ainsi qu'un accord de paix en échange du démantèlement de ses installations, armes et équipements nucléaires⁵. Loin de fléchir, le régime nord-coréen choisit d'affiner son arsenal nucléaire. Le 25 mai 2009, la Corée du Nord déclenche un deuxième essai nucléaire d'une puissance estimée à quelques kilotonnes⁶. Cette provocation incite l'administration Obama à intensifier les sanctions financières et à accélérer une nouvelle résolution de l'ONU.

L'arrivée de Donald Trump à la Maison Blanche avec son style imprévisible, avait failli faire exploser les tensions. Dès sa première année de mandat, l'ancien homme d'affaires américain s'est lancé dans une dangereuse escalade verbale avec le dirigeant nord-coréen Kim Jong Eun, menaçant de déclencher « le feu et la fureur » si ce dernier continuait à le provoquer.

² Hans KRISTENSEN & Matt KORDA., « North Korean nuclear weapons », *Bulletin of the Atomic Scientists*, 78/5, 2022.

³Kelsey Davenport., « Chronology of US-North Korean Nuclear and Missile Diplomacy », *Arms Control Association*, avril 2022.

⁴ Peter HAYES., « *The DPRK's Nuclear Constitution* », *NAPSNet Policy Forum*, 13 juin 2012.

⁵ Seung-Keun LEE., « La crise nucléaire nord-coréenne : le bilan et la résolution », *Hérodote*,141/2, 2011.

⁶ Siegfried HECKER., « *A Return Trip to North Korea's Yongbyon Nuclear Complex* », *NAPSNet Special Reports*, novembre 2010.



Ignorant les pressions et les menaces de nouvelles sanctions, le régime nord-coréen entreprend un essai nucléaire souterrain de plus de 150 kilotonnes en septembre 2017. La mise à l'essai du 3 septembre 2017 avait provoqué une secousse sismique d'une magnitude de 6,1 estimée par l'Organisation du traité d'interdiction complète des essais nucléaires et le système norvégien *Norsar*. Parallèlement, le programme balistique du régime nord-coréen se poursuivait à un rythme soutenu avec le premier survol d'un missile à portée intercontinentale le 3 juillet 2017 (Hwasong-14), suivi de deux autres, dont un missile Hwasong-15, testé le 29 juillet, et lancé depuis une plateforme mobile⁷. Cet engin imposant, d'une vingtaine de mètres de haut, serait susceptible d'atteindre le territoire continental des États-Unis et emporterait une charge utile suffisante pour transporter des leurres ou d'autres contre-mesures⁸.

L'arme nucléaire reste cependant l'élément de cohésion interne et le sujet de fierté nationale sur lequel la propagande va mettre un accent particulier afin de justifier les privations auxquelles est confrontée la population nord-coréenne. Elle est également employée comme un moyen de légitimation internationale du leader, Kim Jong Eun. À cet effet, le dirigeant déclare en 2012 que « la supériorité militaire et technologique n'est plus aux mains des seuls impérialistes. L'époque où nous étions menacés d'une attaque nucléaire est désormais révolue »⁹. Cette détermination implacable du petit-fils de Kim Il-Sung à conditionner la population à conceptualiser l'arme nucléaire comme l'ultime garantie de puissance et d'indépendance le propulse à inclure la Corée du Nord comme un État nucléaire dans la révision constitutionnelle de 2012. Selon les estimations actuelles, elle serait dotée de 30 à 60 armes nucléaires et d'un stock croissant de matières fissiles¹⁰.

⁷ Tristan VEY., « Le Hwasong-15 nord-coréen, un missile bien plus puissant qui garde ses secrets », *Le Figaro*, 29 novembre 2017.

⁸ Rémy HEMEZ., « L'alliance militaire entre la Corée du Sud et les États-Unis sous Moon Jae-in, 2017-2022 », *Revue Défense Nationale*, 850 / 5, 2022.

⁹ Philippe PONS., « Corée du Nord : premier discours de Kim Jong-un lors d'une grande parade militaire », *Le Monde*, 15 avril 2012.

¹⁰ Kelsey DEVENPORT, « Nuclear Weapons: Who Has What at a Glance », *Arms Control Association*, janvier 2022.



La position sud-coréenne

Les agissements de Pyongyang dans le domaine politique et militaire au lendemain de la conclusion de l'armistice de 1953 propulsent automatiquement les Sud-Coréens à mener une politique de défense à la taille de la menace. Au terme de la guerre civile coréenne, la Corée du Sud choisit de conclure une alliance militaire avec les États-Unis. Cet accord échange un certain degré de soumission de Séoul à Washington contre une assurance de sécurité et la perspective d'un développement économique. En vertu du traité de défense mutuelle de 1953, les États-Unis maintiennent une force militaire permanente sur la péninsule et la Corée du Sud s'engage à soutenir la dissuasion étendue du parapluie nucléaire américain¹¹. Plus de 29 000 soldats américains sont actuellement présents en Corée du Sud sur 70 sites¹².

Alors que les États-Unis jouent un rôle prépondérant dans les questions de sécurité sud-coréennes, la Corée du Sud a néanmoins montré sa volonté de construire son autonomie. Le sentiment de menace sud-coréen, qui fut prégnant dans la sphère politique et sociale jusqu'au début des années 1970, pouvait se résumer à trois facteurs principaux : premièrement, la crainte d'une nouvelle invasion nord-coréenne ; deuxièmement, les opérations terroristes, l'espionnage et les tentatives de déstabilisation du Grand Leader ; et troisièmement, une très forte dépendance militaire envers les États-Unis, y compris en matière de renseignement. Pour Park Chung-hee, militaire de formation, ce troisième facteur était susceptible de conjuguer les deux premiers : en 1971, l'administration Nixon ordonna à l'armée américaine de retirer une division d'infanterie du pays. Le gouvernement sud-coréen réagit en décrivant cette action comme une transgression des garanties de sécurité offertes précédemment par les États-Unis. Ces garanties comprenaient la non-application de la politique de retrait sur la péninsule et à l'augmentation de la force militaire américaine dans le Sud. La conjonction de situations régionales défavorables, notamment le rapprochement sino-américain impliquant le sacrifice du statut politique et sécuritaire de Taïwan, avait également conduit les Sud-Coréens à considérer qu'ils seraient la prochaine victime de la politique de retrait Nixon-Kissinger.

¹¹Arnaud LEVEAU., « Corée du Sud-États-Unis. Une relation sous influence », *Outre-Terre*, 37/ 3, 2013.

¹²*Ibid.*



Redoutant que la Corée du Nord fasse un mauvais calcul et entraîne la péninsule dans une nouvelle guerre, Park Chung-hee choisit de lancer un vaste programme de modernisation de son industrie lourde et de son armée. Le succès des forces communistes en Indochine ainsi que les émeutes contre le régime oppressif de Park Chung-hee poussent le Grand Leader à passer à l'action au printemps 1975. Lors de sa visite en RPC (18-26 avril 1975), il confie à l'élite politique chinoise son ambition de transformer la Corée du Sud en un nouveau Vietnam en alimentant une insurrection et en octroyant un soutien militaire aux organisations contestataires¹³. Pékin non seulement rejette la demande de Kim Il-Sung, mais lui déconseille également de mener une stratégie de type Viêt-Cong sur la péninsule¹⁴.

Face à une situation sécuritaire fragile, les *chaebols* engagent 70% de leur capacité industrielle dans l'effort de défense¹⁵. Au même moment, l'État accorde un soutien important dans la chaîne de production d'équipements militaires en fournissant des crédits directs et indirects pour la progression de la R&D locale. Après la mort du président Park en 1979, la Corée du Sud, sous la direction du général Chun Doo-hwan, entreprend dans les années 1980 une politique de *joint-venture* avec les sociétés militaires américaines. Cette politique mène au renforcement de l'autonomie stratégique sud-coréenne et constitue une réforme très importante, permettant aux autorités sud-coréennes de tenir le cap face aux deux événements régionaux majeurs des années 1990 : le retrait des armes nucléaires tactiques américaines du territoire sud-coréen en 1991 et la découverte du programme nucléaire nord-coréen à grande échelle en 1993. La conception et le déploiement d'une politique de défense locale donnent lieu à des innovations majeures, telles que le char de combat K-2 et l'avion d'entraînement T-50¹⁶.

Grâce à ces efforts, six entreprises sud-coréennes spécialisées dans l'aérospatiale, l'électronique, les systèmes d'artillerie terrestre et navale et les véhicules de combat terrestre figuraient dans le top 100 du SIPRI en 2014. Il s'agissait de Korea Aerospace Industry, LIG

¹³ Niv FARAGO., « La politique nucléaire sud-coréenne au regard de la menace nord-coréenne », *Outre-Terre*, 39/2, 2014.

¹⁴ *Ibid.*

¹⁵ Les chaebols coréens sont des groupes d'entreprises de divers champs d'activité qui ont des participations croisées entre elles. Grâce à ces groupes, la Corée du Sud a réussi à devenir une puissance industrielle en étant pendant longtemps les principaux moteurs de la croissance économique sud-coréenne.

¹⁶ Rémy HEMEZ., « Industrie de défense sud-coréenne : croissance et dépendance », *Revue Défense Nationale*, 790/5, 2016.



Nex1, Hyundai WIA, Hyundai Rotem, Hanwha Corp, Samsung Techwin¹⁷. L'internationalisation des activités des groupes de défense sud-coréens paraît à présent constituer une nouvelle étape. L'entreprise de systèmes d'artillerie Hanwha en a fait une priorité majeure. En 2019, le groupe de défense sud-coréen a fait son entrée sur le marché australien en installant un site de production dans l'État de Victoria, à Geelong, après avoir été sélectionné pour fournir à l'Australie 30 systèmes d'artillerie automoteurs et 15 véhicules blindés¹⁸. Il déploie désormais cette stratégie en Europe, notamment au Royaume-Uni où il a obtenu le droit de produire des obusiers automoteurs pour l'armée britannique en partenariat avec des entreprises de défense locales¹⁹.

La Corée du Sud est aujourd'hui considérée comme l'une des dix premières puissances militaires au monde. Malgré ces avancées majeures, l'importance grandissante des armes de destruction massive dans les arsenaux nord-coréens influence toujours le champ politique et stratégique sud-coréen. Cela fut particulièrement visible en mars 2022 quand l'ancien procureur Yoon Seok-youl, fervent partisan de l'alliance américaine et partisan d'une ligne dure envers le régime nord-coréen, remportât l'élection présidentielle, mettant fin à la politique de rapprochement à tout prix avec la Corée du Nord menée par son prédécesseur Moon Jae-in. Élu de justesse, le nouveau président, surnommé « coq de combat » pour ses qualités de persévérance, avait exprimé le souhait d'un rapprochement avec le Japon, qui s'était fortement dégradé du temps de Moon Jae-in, en raison de différends avec le gouvernement japonais sur des questions historiques qui auraient été commises par l'armée impériale sur le sol sud-coréen lors de la colonisation japonaise²⁰. Ces contentieux sont désormais derrière Tokyo et Séoul avec le réchauffement des relations bilatérales rendu possible par la décision du Président sud-coréen

¹⁷ Aude FLEURANT, Sam PERLO-FREEMAN, Pieter WEZEMAN, Siemon WEZEMAN, Noel KELLY., « *The SPIRI Top 100 Arms-Producing and Military Services Companies, 2014* », SIPRI, décembre 2015.

¹⁸ Hanwha Defense Australia., About Hanwha Defense Australia, 2021. <https://www.hanwhadefense-intl.com/Australia/main#:~:text=About,Greater%20Geelong%20area%20of%20Victoria>.

¹⁹ Asia-Pacific Defence Reporter., « Hanwha Defense launches Team Thunder for UK Mobile Fires platform », 15 septembre 2021. <https://asiapacificdefencereporter.com/hanwha-defense-launches-team-thunder-for-uk-mobile-fires-platform/>

²⁰ Guibourg DELAMOTTE., « Les relations entre le Japon et la Corée du Sud : le poids de l'histoire », L'Académie des sciences morales et politiques éd., *Annuaire français de relations internationales*. 2021. Éditions Panthéon-Assas, 2021, pp. 417-426.



de soumettre ses entreprises à l'obligation de dédommager les victimes du travail forcé japonais²¹.

Ce changement d'orientation de la Corée du Sud voit l'armée sud-coréenne reprendre les exercices militaires avec les États-Unis et le Japon, suspendus depuis 2018 par le régime précédent²². Le voisin du Nord a depuis répondu par des tirs réguliers de missiles au large de la mer du Japon²³. Les responsables du renseignement sud-coréen craignent désormais une nouvelle escalade des tensions avec un nouvel essai nucléaire nord-coréen²⁴. Ces inquiétudes sont principalement dues au discours de Kim Jong Eun lors de la session plénière du Parti des travailleurs le 31 décembre 2022 : le leader nord-coréen avait réclamé une augmentation en flèche de l'arsenal nucléaire nord-coréen pour affronter le président pro-occidental Yoon²⁵. Face à cette conjoncture sécuritaire instable, selon le Hudson Institute, 67% des Sud-Coréens se sont déclarés favorables à l'acquisition d'armes nucléaires dans un sondage du 2 janvier²⁶.

La position des grandes puissances

Face au risque d'une crise nucléaire en Asie orientale, Joe Biden et son administration ont intensifié leurs efforts pour rallier leurs alliés traditionnels à la condamnation du comportement agressif du régime nord-coréen. Depuis le lancement, le 18 novembre, d'un missile balistique Hwasong-17, l'administration Biden avait mobilisé les pays du G7 et des « *Five Eyes* » pour réclamer de nouvelles sanctions onusiennes contre Pyongyang²⁷. À noter

²¹ Le Figaro avec AFP., « Visite prochaine du président sud-coréen au Japon en plein rapprochement diplomatique », 9 mars 2023.

²² Le Figaro avec AFP., « Washington et Séoul veulent renforcer leurs exercices militaires face à la « menace » de la Corée du Nord », 24 mai 2022.

²³ Philippe MESMER., « Entre Corée du Nord et Corée du Sud, un début d'année sous haute tension », *Le Monde*, 3 janvier 2023.

²⁴ Philippe MESMER., « Le tir par la Corée du Nord d'un missile balistique au-dessus du Japon exacerbe les tensions », *Le Monde*, 4 octobre 2022.

²⁵ Philippe MESMER., « Entre Corée du Nord et Corée du Sud, un début d'année sous haute tension », *Le Monde*, 3 janvier 2023.

²⁶ Peter HUSSEY., « Does Size Matter in Nuclear Affairs? », *Hudson Institute*, 2 janvier 2023.

²⁷ Le *Five Eyes* est une alliance entre les services de renseignement des États-Unis, de l'Australie, du Canada, de la Nouvelle-Zélande et du Royaume-Uni, établie en 1946 par l'accord UKUSA. Les cinq pays ont tendance à appréhender le monde de la même manière et ont travaillé en étroite collaboration dans la plupart des crises depuis 1946, y compris la guerre de Corée.



également qu'en marge du sommet de la Coopération économique Asie-Pacifique, la Vice-présidente américaine Kamala Harris avait convié Fumio Kishida et son homologue sud-coréen Han Duck-soo à une réunion d'urgence le 18 novembre pour présenter le soutien indéfectible de l'administration Biden face à la situation sécuritaire fragile²⁸.

Il est peu probable que le front occidental modifie la dynamique au sein du Conseil de sécurité des Nations Unies. Cela s'explique en grande partie par le recours répété aux vetos de la RPC et de la Fédération de Russie contre de nouvelles mesures coercitives, vu leurs tensions croissantes avec les États-Unis. En mai 2022, les délégations russe et chinoise avaient notamment fait obstacle à la dernière tentative américaine visant à faire approuver un nouveau texte de sanctions à la suite de nouveaux tirs de missiles balistiques nord-coréens. Depuis le déclenchement de la guerre russe en Ukraine, Moscou fait l'objet de sanctions occidentales menées par l'administration Biden. Entre Pékin et Washington, les points de friction portent sur l'engagement politique et militaire croissant des États-Unis envers la République de Chine. En se positionnant du côté de Pékin et de Moscou, le régime nord-coréen ne se prive pas de s'en prendre directement à la délégation américaine, qu'il juge agressive : « *Le Conseil de sécurité ferme les yeux sur les exercices militaires menaçants des États-Unis et de la Corée du Sud et sur leur accumulation de matériels militaires ciblant la RPDC* »²⁹.

La Corée du Nord revêt en effet une importance stratégique pour les deux puissances autoritaires. Pour le Parti communiste chinois et le Kremlin, le régime nord-coréen remplit le rôle essentiel d'État tampon contre l'influence politique, économique, militaire et sociale américaine en Corée du Sud. Au XVI^e siècle, la Chine de la dynastie Ming était déjà intervenue pour aider le royaume de Corée, alors vassal de l'Empire chinois, contre les tentatives d'invasion japonaises. Pendant la guerre froide, ce fut au tour de l'Union soviétique d'être l'allié le plus important du régime nord-coréen : en dehors du domaine industriel, elle lui fournissait une aide économique et humanitaire. Dans l'esprit des dirigeants nord-coréens, la relation avec les communistes chinois est toutefois particulière, construite dans le sang pendant la guerre civile coréenne. C'est pourquoi le régime nord-coréen multiplie les déclarations prochinoises à l'égard de Taïwan, la dernière en date ayant eu lieu après la visite de l'ancienne Présidente de la

²⁸ Poppy MCPHERSON et Panu WONGCHA-UM., « US, others at APEC summit condemn North Korean missile test », *Reuters*, 19 novembre 2022.

²⁹ Philippe MESMER., « Blocage sur la question nord-coréenne, au cœur des divisions de la communauté internationale », *Le Monde*, 23 novembre 2022.



Chambre des représentants des États-Unis, Nancy Pelosi, en août 2022³⁰. Ajoutez à cela la réouverture des frontières avec la RPC, avec la fin de la politique du zéro Covid ; Kim Jong Eung table beaucoup sur le régime communiste chinois pour renouer le commerce bilatéral et redresser la situation économique des Nord-Coréens. Les trains de marchandises entre les deux pays ont déjà repris, ce qui est de bon augure pour l'année civile³¹.

La RPC est toutefois confrontée à un dilemme stratégique. Depuis les années 1980, Séoul est devenu un partenaire important dans sa stratégie de développement économique. En moins de trente ans, les échanges commerciaux entre la RPC et la Corée du Sud ont augmenté de 5 000 %, passant de 6 milliards de dollars en 1992 à près de 300 milliards de dollars en 2019³². Sous la présidence de Deng Xiaoping, la position officielle du régime communiste était passée d'une politique axée sur « une seule Corée » à une politique de « deux Corées *de jure* et *de facto* ». La progression des intérêts chinois dans les deux Corées amène désormais la RPC à revendiquer la stabilité stratégique. En novembre, le ministère chinois des Affaires étrangères avait déclaré que « *la Chine s'est toujours engagée à maintenir la paix et la stabilité sur la péninsule (...) elle est prête à travailler avec toutes les parties* »³³. Les autorités chinoises se méfient toutefois du rapprochement excessif du nouveau régime sud-coréen avec les Américains, tant sur le plan politique que militaire. Aux Nations Unies, le représentant de la délégation chinoise, Zhang Jun, avait émis des réserves sur les exercices militaires conjoints entre Washington et Séoul en mer du Japon : « *Toutes les parties doivent rester calmes, faire preuve de retenue, agir et parler avec prudence et éviter toute action susceptible d'aggraver les tensions et de conduire à des erreurs de calcul afin d'empêcher la situation de dégénérer* »³⁴. Pour Xi Jinping, la Corée du Nord serait surtout un levier possible dans une intervention militaire sur l'île de Taïwan.

³⁰ Ji DA-GYUM., « N. Korea pledges to fully support China's resolution on Taiwan, denounces Pelosi's trip », *The Korea Herald*, 10 août 2022.

³¹ Zonebourse., « La Corée du Nord et la Chine reprennent l'exploitation de trains de marchandises transfrontaliers », 26 septembre 2022.

³² Jianguo HUO., « Cooperation with China Crucial to South Korean Economy », *Global Times*, 4 août 2020.

³³ Martin Quin POLLARD., « Analysis: China has limited power, and perhaps little desire, to curb North Korea », *Reuters*, 22 novembre 2022.

³⁴ Philippe MESMER., « Blocage sur la question nord-coréenne, au cœur des divisions de la communauté internationale », *Le Monde*, 23 novembre 2022.



Considérer le fonctionnement du régime nord-coréen exclusivement comme une entité politique sino-soviétique, revient à cependant minimiser son caractère profondément souverainiste, indépendant et nationaliste. Dès 1955, la Corée du Nord est orchestrée par une conception nationaliste qui emprunte plusieurs aspects du communisme et des principes de l'héritage confucéen : la doctrine Juche. Celle-ci est inscrite dans la constitution officielle du pays et repose sur trois piliers fondamentaux : l'indépendance politique (*chaju*), l'indépendance basée sur la défense nationale (*chawi*) et l'autosuffisance économique (*charip*)³⁵. Le régime impose son indépendance au point qu'en 1960, la Corée du Nord rejoint le mouvement des non-alignés, puis met fin à son alliance militaire avec Moscou dès la dislocation de l'Union soviétique en 1991.

Puissance nucléaire non reconnue sur la scène internationale, la situation stratégique est ainsi propice à l'avancée industrielle du régime nord-coréen. Le soutien verbal, mais non militaire, de la RPC à la Russie a accentué la conviction des dirigeants nord-coréens qu'ils ne pouvaient compter que sur leurs propres capacités. Selon les termes de l'accord d'amitié sino-nord-coréen de 1961, les deux pays s'engagent à se défendre mutuellement. Mais au vu de la position stratégique adoptée par la RPC sur la guerre en Ukraine, Kim Jong Eun redoute l'ambiguïté militaire de cette dernière en cas d'attaque sur le territoire nord-coréen. Quant à la Russie, l'issue de sa guerre d'agression en Ukraine et le sort du Président russe Vladimir Poutine restent incertains. Face au risque croissant d'une course aux armements de la part des voisins sud-coréens et japonais, le régime nord-coréen a tout intérêt à faire valoir ses améliorations nucléaires.

Avec le risque d'une nouvelle projection nucléaire nord-coréenne, une telle évolution pourrait conduire à une implication accrue de la Corée du Sud dans les alliances stratégiques américaines en Extrême-Orient. Le Président Yoon avait notamment caressé l'idée de rejoindre le Quad en avril 2022³⁶. Ce serait un coup stratégique majeur pour la politique du pilier « Indo-Pacifique » des États-Unis, initiée en 2012 sous Barack Obama. Notons que Donald Trump avait tenté de convaincre Moon Jae-in de rallier la vision stratégique américaine dès l'automne 2017, repoussé par ce dernier, préférant se rapprocher des pays asiatiques non-alignés, de l'Indonésie et de l'Inde.

³⁵ Park Yong SOO., « Policies and Ideologies of the Kim Jong-un Regime in North Korea : Theoretical Implications », *Asian Studies Review*, 38 / 1, 2014.

³⁶ Dinakar PERI., « South Korea to examine joining Quad grouping », *The Hindu*, 26 avril 2022.



CONCLUSION

La péninsule coréenne est à un point critique. Jamais depuis la conclusion de l'armistice de 1953, les tensions entre les deux Corées et les puissances régionales n'ont été aussi apparentes. Entre octobre et novembre 2022, les États-Unis et leurs alliés sud-coréens et japonais ont mené les plus grandes manœuvres militaires de leur histoire. Pour Yoon Seok-youl, qui montre déjà des signes de faiblesse notamment après la gestion par son gouvernement de la tragédie de la fête d'Halloween survenue en octobre à Séoul, le moment est plus important que jamais pour montrer au voisin du Nord les capacités militaires sud-coréennes, que ce soit en mer ou sur terre. La conjoncture stratégique n'est pas non plus propice à une coopération constructive des membres permanents du Conseil de sécurité des Nations Unies. La guerre russe en Ukraine, ainsi que le virage agressif de l'Armée populaire de libération au large des côtes de la République de Chine, et ses actions belliqueuses en mer de Chine méridionale, ont considérablement accentué les tensions avec la Maison Blanche.

Ne souhaitant pas connaître le même sort que les anciens régimes autoritaires d'Irak, de Libye ou d'Afghanistan, la stabilité du pouvoir et son rayonnement sur la scène internationale passent par la progression des capacités nucléaires du régime, selon Kim Jong Eun. La paralysie du Conseil de sécurité des Nations unies est en effet une aubaine pour le leader nord-coréen pour s'affirmer sur la scène internationale. N'ayant rien obtenu avec Donald Trump, ne se faisant aucune illusion sur les chances de parvenir à un compromis avec son successeur Joe Biden, mais assuré d'éviter de nouvelles sanctions onusiennes, grâce au soutien russe et chinois, Kim Jong Eun peut estimer qu'il n'a pas grand-chose à perdre. La politique nucléaire nord-coréenne est clairement installée sur le temps long. Une réduction des exercices militaires bilatéraux et trilatéraux en mer du Japon, combinée à un encouragement de la diplomatie intercoréenne, reste la dernière option pour Washington et ses alliés pour réduire les risques et les conséquences d'une guerre nucléaire en Asie de l'Est.